



Déclaration du site Maghreb socialiste le 18 avril 2019

Non à la répression !

Dehors Bensalah, dehors le gouvernement Bedoui, dehors l'Assemblée nationale et le Sénat au service du régime ! Dehors Gaïd Salah !

Il faut imposer le front unique UGTA-CSA pour l'appel à la grève générale pour les chasser tous, pour balayer le régime !

Pour une Assemblée nationale souveraine !

VENDREDI 12 AVRIL : À NOUVEAU LA DÉFERLANTE...

Malgré la répression mise en place par Gaïd Salah, qui prétendait en finir avec les manifestations en semaine pour interdire à terme toute manifestation, les travailleurs et la jeunesse se sont à nouveau mobilisés par millions pour exiger le départ du régime. Ils ont bravé les barrages en périphérie d'Alger, ils n'ont pas répondu aux provocations de la police qui exigeait notamment que les manifestants rangent les drapeaux, ils ont en définitive répondu par une amplification de la mobilisation, avec des slogans exigeant le départ de Gaïd Salah !

Le vendredi matin, un dispositif de police jamais vu jusqu'alors avait été mis en place pour investir la place de la poste centrale et en expulser les manifestants. C'est le contraire qui s'est produit : les manifestants ont imposé le départ des CRS, d'une façon ferme mais sans affrontement.

Dès l'après-midi, la police, en guise de représailles, a réprimé de façon violente les manifestants à hauteur de la place Audin, avec bombes lacrymogènes, canons à eau et balles en caoutchouc ; ils ont procédé à des arrestations, humiliant les manifestantes arrêtées en les dénudant dans les commissariats.

...AVEC POUR CONSÉQUENCE UNE ACCENTUATION DU DÉLITEMENT DU RÉGIME

Plus que jamais, les travailleurs, la jeunesse sont déterminés à en finir avec le régime et rejettent le processus électoral devant aboutir à l'élection d'un nouveau président.

Ce processus électoral semble d'ores et déjà mort-né. De nombreuses mairies, telles celle d'Amizour, l'une des plus importantes communes de Bejaïa, annoncent leur refus d'effectuer la révision des listes électorales et ont décidé de ne pas mettre en place les procédures nécessaires à l'élection présidentielle ; les magistrats chargés de valider l'élection ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne signeraient pas les PV des résultats. Idem à Tizi-Ouzou, où 54 maires ont pris une position similaire.

Après les élus, c'est au tour de l'administration de refuser d'organiser la présidentielle. Les secrétaires généraux de sept communes de Bejaïa viennent de l'annoncer officiellement.

Ces élections présidentielles ne doivent pas avoir lieu !

La démission du président du Conseil constitutionnel, prélude à la démission possible du ministre Bedoui, montre que le système en est réduit à sa plus simple et plus brutale expression : la hiérarchie militaire, qui reste le seul rempart pour préserver les intérêts de l'impérialisme !

Gaïd Salah, dans un discours, a fait mine de désavouer la répression de la police tout en indiquant que l'armée « protégerait » désormais les manifestants !

En guise de « protection », dès le lendemain, des éléments de la BRI (Brigade de recherche et d'investigation, unité d'élite de la police) ont investi la fac de droit Saïd-Hamdine, à Alger, où ils ont effectué des arrestations parmi les étudiants.

Cela signifie que l'appareil de répression du régime se prépare à affronter la mobilisation des masses dès qu'il jugera les conditions politiques remplies pour le faire.

On peut donc être certain qu'ils ne partiront pas sans que la classe ouvrière et la jeunesse ne les chassent. Ces dernières disposent pour cela d'une arme décisive : la grève générale !

LA MOBILISATION DU PROLÉTARIAT ET DE LA JEUNESSE PREND L'ALLURE D'UNE LAME DE FOND :

Partout, prolétaires et jeunes s'en prennent au régime

D'ores et déjà, plus aucun ministre ne peut effectuer un déplacement sans prendre le risque d'être violemment pris à partie par la population. Selon TSA : « À Bechar, trois ministres, dont celui de l'Intérieur, ont été empêchés d'effectuer l'ensemble de leur programme de visites. A Tébessa, dimanche, les images d'une délégation ministérielle tentant de fuir les manifestants via un passage dérobé sont chaotiques pour le gouvernement Bedoui »... et cela sans compter les innombrables mouvements en direction des APC, les blocages de préfectures qui ont lieu sans discontinuer dans le pays.

Un mouvement de la classe ouvrière qui tend vers la grève générale

Partout dans le pays les grèves se multiplient, prenant parfois la forme de grèves illimitées dans les entreprises, associant revendications sociales et revendications politiques. Ainsi en est-il par exemple, du complexe minier de Bir el-Ater (90 km de Tébessa), où 1400 travailleurs sont en grève illimitée pour leurs revendications.

Ainsi en est-il à Bouira où, selon la presse, les travailleurs de la Société de distribution de l'électricité et du gaz du centre (SDC) et ceux de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi), en grève depuis plusieurs semaines, ont organisé une marche pour appeler au départ du gouvernement et de tous les symboles du système.

Sur les banderoles et pancartes brandies par les manifestants, on pouvait lire : « *Système dégage. Ni 90 jours, ni 90 minutes, Tetenahw ga3. Bensalah n'est pas notre président. Appliquer l'article 7 de la constitution. Bensalah dégage* ».

La foule a aussi scandé des slogans hostiles au régime et au chef d'état-major, le général de corps d'armée Gaïd Salah : « *Pouvoir assassin. Gaïd Salah partez et prenez avec vous Bensalah* ».

Il est impossible de citer l'ensemble des grèves en cours dans de nombreux secteurs et entreprises : c'est en réalité un mouvement qui tend vers la grève générale.

Les étudiants sont aux avant-postes

En même temps, la grève s'étend dans de très nombreuses universités, rassemblant enseignants et étudiants : Chlef, Adrar, Sidi Bel Abbès, Alger... C'est un mouvement qui va vers la grève générale, en tendant à s'organiser à partir des assemblées générales. Il ne manque à ce mouvement que la centralisation à travers un comité central de grève ou coordination représentative des facs.

Les manifestations des étudiants n'ont jamais été aussi massives dans l'ensemble du pays : Guelma, Sidi Bel Abbès, Annaba (où les étudiants ont chassé le député FLN Tliba, corrompu notoire), Tizi-Ouzou, Constantine, Tiaret, Mostaganem, Bouira, Boumerdes, Bejaïa, Oran...

À Alger, les étudiants sont parvenu à forcer les barrages pour se rendre à la Grande poste malgré un imposant dispositif policier. Ils l'ont fait en organisant un véritable service d'ordre pour éviter la répression et les provocations.

LA CLASSE OUVRIÈRE EST DISPOSÉE À MENER LE COMBAT JUSQU'AU BOUT POUR BALAYER LE RÉGIME : DIRIGEANTS SYNDICAUX DE L'UGTA ET DE LA CSA, APPELEZ A LA GRÈVE GÉNÉRALE, IL EN EST LARGEMENT TEMPS !!!

L'ampleur des grèves et des mobilisations traduit, dans les rangs de la classe ouvrière, l'aspiration à la grève générale ; c'est le cas pour les étudiants, c'est le cas dans de nombreuses entreprises mais aussi dans des communes entières qui ont été paralysées par la grève générale. La grève appelée par la CSA le 10 avril montre à elle seule, par l'écho qu'elle a eu, qu'il est largement temps de décréter la grève générale pour balayer le régime !

C'est dans ce sens qu'il faut apprécier la mobilisation massive de pans entiers de l'UGTA pour en finir avec la direction corrompue de Sidi Saïd. Les travailleurs de l'UGTA veulent « nettoyer » leur syndicat et ils commencent à le faire.

Une réunion s'est tenue au siège de l'union locale de Rouiba le 16 avril, en présence des SG des unions de wilaya de Saïda, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Ouargla et les membres de la commission exécutive nationale de plus de 21 wilayas, la fédération nationale des travailleurs de la mécanique, métallurgie, électrique et électronique, l'union locale de Hassi Messaoud.

Le 17 avril, des milliers de manifestants se sont rendu au siège de l'UGTA afin d'exiger que Sidi Saïd et sa clique dégagent. Avec une présence en force des travailleurs de Rouiba et du complexe d'El-Hadjar, véritables bastions de la classe ouvrière.

Toutes les conditions sont réunies. Il faut imposer que l'UGTA et la CSA décrètent sans attendre dans l'unité la grève générale. Au sein même de l'UGTA, le regroupement qui s'est constitué avec la majorité des membres de la CE nationale pour chasser Sidi Saïd et sa clique doit prendre ses responsabilités dans ce combat. Il doit dès maintenant se prononcer pour la grève générale et y appeler immédiatement dans l'unité avec la CSA, avec pour mots d'ordre :

NON À LA RÉPRESSION !
DEHORS BENSALAH, DEHORS LE GOUVERNEMENT BEDOUI ! DEHORS LES
ASSEMBLEES CROUPIONS AU SERVICE DU RÉGIME !
DEHORS GAÏD SALAH !

Elles doivent convoquer dans les plus brefs délais des assemblées générales en vue de la constitution de comités de grève qui se centralisent dans un comité central de grève intégrant les centrales syndicales pour que ces dernières agissent sous le contrôle des travailleurs. C'est de cette façon que la grève générale ouvrira la perspective de balayer le régime.

POUR UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !

Le combat des masses laborieuses et de la jeunesse pour l'Assemblée nationale souveraine, c'est le combat pour qu'elles exercent immédiatement leur souveraineté.

C'est le combat pour la conquête des libertés démocratiques (droit de manifester, de constituer sans restriction des partis et syndicats, liberté d'expression, abrogation du code de la famille).

Le combat pour l'Assemblée nationale souveraine, c'est le combat qui pose en définitive la question du démantèlement de l'état bourgeois et de ses institutions, en filigrane c'est le combat pour la conquête du pouvoir.

Mais ce combat est indissociable du combat pour que soient garantis les droits au travail, à la santé, au logement, aux études...

Cela suppose un plan d'action que seul un gouvernement ouvrier peut mettre en œuvre et qui s'articulerait, comme nous l'avons déjà exprimé dans nos déclarations précédentes, autour des revendications suivantes :

- Face à l'inflation : échelle mobile des salaires
- Face au chômage : échelle mobile des heures de travail (partage du travail entre toutes les mains disponibles, sans diminution de salaire)

- Face au pillage perpétré par les différentes franges de l'oligarchie : nationalisation ou renationalisation immédiate des grands moyens de production sans indemnités ni rachat
- Face à la spéculation et aux accapareurs : monopole de l'état sur le commerce extérieur
- Face aux pénuries alimentaires : réforme agraire restituant la terre aux fellahs
- Démantèlement du tentaculaire appareil de répression, expulsion de la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie sous la houlette des puissances impérialistes.

Seule l'expropriation du capital, à commencer par les trusts impérialistes, permettra aux masses algériennes d'organiser la production selon un plan ordonné par la satisfaction de leurs seuls besoins.

Le programme d'un gouvernement ouvrier en Algérie s'inscrit nécessairement dans le combat pour les États unis socialistes du Maghreb, comme en témoignent certains combats de classe récents au Maroc et en Tunisie.

> Pour combattre sur cet objectif, la classe ouvrière a besoin de constituer un véritable parti ouvrier. C'est aujourd'hui la question centrale à résoudre. Car quelle que soit l'énorme puissance du mouvement spontané qui déferle aujourd'hui contre le régime, les seules forces politiques réellement existantes aujourd'hui sont des forces bourgeoises qui n'ont d'autres objectifs que de faire refluer le mouvement des masses, d'assurer la préservation de l'Etat bourgeois et le système d'oppression, d'exploitation et de misère pour les masses.

> A l'inverse, un tel parti ouvrier devra combattre pour les libertés démocratiques et la solution des tâches démocratiques (y compris celle de la réunion d'une Assemblée nationale souveraine élue au suffrage universel), mais ces revendications et la réalisation de ces tâches devront être intégrées au programme de la révolution prolétarienne, à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour l'Etat et le pouvoir ouvrier.

> Les militants qui animent le site Maghreb Socialiste combattent pour réaliser cet objectif. Ils invitent militants, travailleurs et jeunes à s'y associer.